



## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION COMMUN A L'ENSEMBLE DES LOTS**

**ACCORD-CADRE DE TRAVAUX N°2611I001**

---

**Mise en place et déploiement d'une infrastructure  
nationale très haut-débit à fibres optiques sur le  
réseau de Voies navigables de France**

---












Date et heure limites de réception des offres :



**Le lundi 23 mars 2026 à 17:00:00 au plus tard**

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE**  
175 rue Ludovic Boutleux  
CS 30820  
62408 BETHUNE

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	<b>Objet</b>	Mise en place et déploiement d'une infrastructure nationale très haut-débit à fibres optiques sur le réseau de Voies navigables de France (6 lots)
	<b>Mode de passation</b>	Appel d'offres ouvert
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Délai de validité des offres</b>	240 jours
	<b>Forme de groupement</b>	Groupement conjoint avec mandataire solidaire
	<b>Variantes</b>	Sans
	<b>PSE</b>	Sans
	<b>Clauses sociales</b>	Avec
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Durée ferme de 48 mois
	<b>Visite sur site</b>	Sans

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	4
1.1 - Objet .....	4
1.2 - Mode de passation .....	4
1.3 - Décomposition de la consultation.....	4
1.4 - Type et forme de contrat.....	4
1.5 – Mécanisme d’attribution limitée des lots .....	5
1.6 - Nomenclature.....	6
1.7 – Renouvellement .....	7
1.8 - Lieu(x) d’exécution des prestations.....	7
1.9 - Réalisation de prestations similaires.....	7
Marché pour la réalisation de prestations similaires : .....	7
2 - Conditions de la consultation .....	7
2.1 - Délai de validité des offres .....	7
2.2 - Nature de l’attributaire.....	7
<b>2.2.1 Co-traitance</b> .....	7
<b>2.2.2 Sous-traitance</b> .....	8
<b>2.2.3 Interdictions de soumissionner</b> .....	8
2.3 - Variantes.....	8
2.4 – Développement durable .....	8
2.5 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	8
3 – Les intervenants .....	8
3.1 - Conduite d'opération.....	8
3.2 - Maîtrise d'œuvre .....	9
3.3 - Contrôle technique.....	9
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	9
4 - Conditions relatives au contrat.....	9
4.1 - Durée du contrat .....	9
4.2 – Délai d’exécution .....	9
4.3 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....	9
5 - Contenu du dossier de consultation .....	9
6 - Présentation des candidatures et des offres .....	10
6.1 - Documents à produire pour la candidature.....	10
6.2 - Documents à produire pour l’offre (pour chacun des lots).....	11
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	12
8 - Examen des candidatures et des offres .....	13
8.1 - Sélection des candidatures.....	13
8.2 - Attribution de l’accord-cadre.....	13
8.3 - Suite à donner à la consultation.....	14
9 - Renseignements complémentaires .....	14
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	14
9.2 - Procédures de recours .....	14
9.3 - Production des pièces par le candidat auquel il est envisagé d’attribuer l’accord-cadre .....	14

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation a pour objet la mise en place et le déploiement d'une infrastructure nationale très haut-débit à fibres optiques sur le réseau de Voies navigables de France.

L'opération comporte essentiellement :

- Pré-études d'exécution et de définition d'un bon de commande
- Période de préparation et études d'exécution
- Période de travaux sur site avec :
  - o La réalisation éventuelle des travaux de génie civil
  - o La création d'une infrastructure optique
  - o Le raccordement des ouvrages
  - o Les contrôles et essais

La description détaillée des prestations attendues est précisée au sein du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à l'ensemble des lots.

Le présent règlement de la consultation est commun à l'ensemble des lots.

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

## 1.3 - Décomposition de la consultation

L'accord-cadre est alloti géographiquement en 6 lots qui sont les suivants :

Lot(s)	Désignation
1	Direction territoriale Bassin de la Seine et Loire aval
2	Direction territoriale Centre-Bourgogne
3	Directions territoriales Nord-Est
4	Direction territoriale Nord-Pas-de-Calais
5	Direction territoriale Rhône-Saône
6	Direction territoriale Sud-Ouest

Chaque lot est attribué à un seul opérateur économique.

## 1.4 - Type et forme de contrat

Le présent accord-cadre est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu à prix mixtes. Les prestations seront rémunérées à la fois par application de prix forfaitaires et par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix.

Les prestations seront exécutées au fur et à mesure de l'émission des bons de commande émis par VNF et sur la durée totale du marché, soit 4 ans, dans la limite du montant maximum ainsi fixé à :

Lot(s)	Désignation	Montant maximum en € HT
1	Direction territoriale Bassin de la Seine et Loire aval	10 000 000
2	Direction territoriale Centre Bourgogne	13 000 000
3	Directions territoriales Nord-Est	6 000 000
4	Direction territoriale Nord-Pas-de-Calais	6 000 000
5	Direction territoriale Rhône-Saône	27 000 000
6	Direction territoriale Sud-Ouest	15 000 000

Des quantités estimatives sont précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif (DQE). Le DQE n'a pas valeur contractuelle, il est à compléter par le candidat et servira à l'analyse du critère prix. Le DQE est établi sur la base d'une opération de travaux « hypothétique » visant à quantifier un maximum de lignes du BPU.

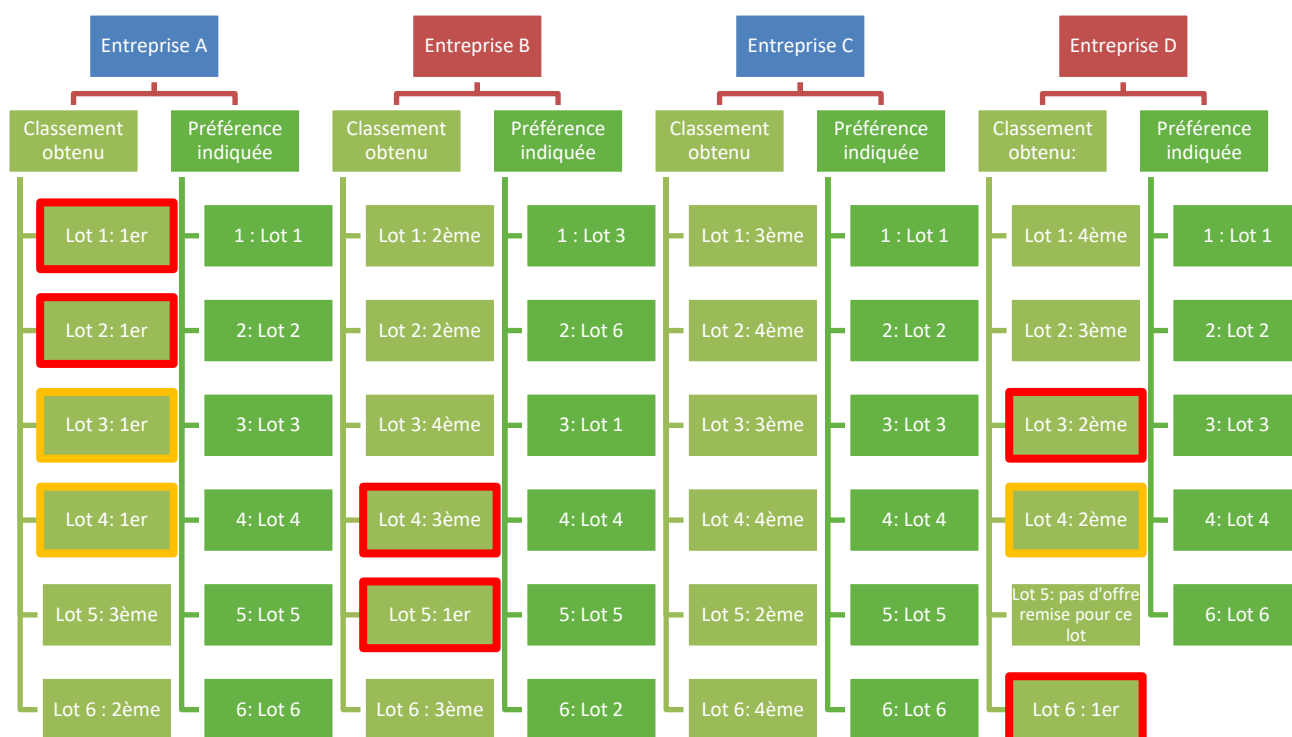
### 1.5 – Mécanisme d'attribution limitée des lots

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Un même candidat pourra se voir attribuer un nombre maximal de 2 lots.

Les candidats peuvent présenter une offre sur tous les lots. Deux lots au plus seront attribués à un même candidat, selon le classement des offres puis en considération de l'ordre de préférence que le candidat aura lui-même établi dans l'annexe de préférence d'attribution des lots.

Par exemple :



### Légende :

Cases entourées en orange : attribution avant mécanisme d'attribution limitée

Cases entourées en rouge : attribution après mécanisme d'attribution limitée

### Explication du schéma :

Dans l'hypothèse présentée ci-avant, l'entreprise A est déclarée attributaire des lots 1 et 2 pour lesquels elle est arrivée 1ère du classement. Conformément à son annexe de préférence d'attribution, l'entreprise est donc retenue à titre provisoire pour les lots 1 et 2.

Pour le lot n°3, l'entreprise A est également 1ère, du classement, toutefois, l'entreprise A ne pouvant se voir attribuer plus de 2 lots, c'est le candidat suivant qui est retenu à titre provisoire, ici l'entreprise D.

Pour le lot n°4, l'entreprise A est également 1ère du classement, toutefois, l'entreprise A ne pouvant se voir attribuer plus de 2 lots, c'est le candidat suivant qui est retenu à titre provisoire, ici l'entreprise D.

Pour le lot n°5, l'entreprise B est 1ère du classement.

Pour le lot n°6, l'entreprise D est 1ère du classement. Toutefois, l'entreprise D est déjà attributaire des lots 3 et 4 en raison de la mise en œuvre du mécanisme d'attribution limitée. Dans ce cas de figure, l'entreprise D est retenue pour le lot auquel elle est arrivée 1ère du classement, ici le lot n°6. Pour le 2ème lot qui lui est attribué, c'est l'annexe de préférence d'attribution qui est mise en œuvre ; elle est donc déclarée attributaire également du lot 3.

Par conséquent, le lot 4 passe à l'entreprise B, qui n'est attributaire que d'un seul autre lot.

Le classement final est donc le suivant :

Lot 1 : Entreprise A  
Lot 2 : Entreprise A  
Lot 3 : Entreprise D  
Lot 4 : Entreprise B  
Lot 5 : Entreprise B  
Lot 6 : Entreprise D

## **1.6 - Nomenclature**

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45112100-6	Travaux de creusement de tranchées es optiques
Codes subsidiaires	Description
32562000-0	Câbles à fibres optiques
45311200-2	Travaux d'installations électriques
32412000-4	Réseau de communications

La nomenclature interne se décompose de la façon suivante :

Nomenclature	Libellé
36.03.0401	Travaux de construction de VRD, ouvrages annexes

## 1.7 – Renouvellement

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 4 ans à compter de la date de notification au titulaire. Dans l'éventualité où l'infrastructure ne serait pas finalisée à l'échéance des quatre années d'exécution de l'accord-cadre, une nouvelle consultation pourrait être lancée en 2029.

## 1.8 - Lieu(x) d'exécution des prestations

Les prestations pourront se dérouler sur tout le domaine de compétences de Voies Navigables de France, qu'il s'agisse d'une zone appartenant au Domaine Public de VNF ou sur laquelle VNF est habilitée à exécuter des prestations. Une carte figure à titre indicatif dans le CCTP.

L'adresse d'exécution des prestations sera indiquée dans le bon de commande.

## 1.9 - Réalisation de prestations similaires

L'accord-cadre pourra faire l'objet de modifications en application des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique.

Marché pour la réalisation de prestations similaires :

Conformément à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du présent accord-cadre passé après mise en concurrence.

# 2 - Conditions de la consultation

## 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 240 jours à compter de la date limite de réception des offres.

## 2.2 - Nature de l'attributaire

L'accord-cadre est conclu soit avec un opérateur économique unique, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

### 2.2.1 Co-traitance

Le mandataire du groupement ou l'un des membres du groupement, ne peut présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Compte tenu de l'imbrication des systèmes et des travaux ainsi que la décomposition temporelle de réalisation des études et des travaux ayant des dépendances fortes ainsi que le besoin d'avoir une conception cohérente du tracé de l'infrastructure fibres optiques, la solidarité du mandataire est nécessaire afin d'assurer, dans des conditions de sécurité et de responsabilité, la réalisation de l'opération.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Un même opérateur peut être mandataire de plusieurs groupements sur des lots différents. Nous rappelons, en effet, qu'en application de l'article R. 2142-23 du Code de la commande publique, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même lot. Si les groupements sont distincts et concurrents, le mandataire pourra être attributaire de plus de 2 lots.

Par ailleurs, un même opérateur économique peut être cotraitant de plusieurs groupements. Un cotraitant, membre de plusieurs groupements distincts pourra se voir attribuer plus de 2 lots. Toutefois, en cas de suspicion d'ententes entre plusieurs groupements, une procédure contradictoire sera mise en œuvre pour s'assurer de l'absence d'entente entre les groupements. Nous rappelons, dans ce cadre, la position constante de l'Autorité de la Concurrence (décisions 05-D-74, décisions 06-D-32) selon laquelle, si la constitution, par des entreprises indépendantes et concurrentes d'un groupement en vue de répondre à un

appel d'offres n'est pas, en soi, illicite, elle ne doit pas avoir pour effet de restreinte de la concurrence et vider de sa substance la procédure-même de l'appel d'offres.

À ce titre, et par application des dispositions des articles L. 1220-1, L. 1220-3 et R. 2151-6 du Code de la Commande Publique, le soumissionnaire étant ici défini comme un groupement d'opérateurs économiques, la candidature de plusieurs groupements d'entreprises identiques par leur composition, est considérée comme la candidature d'un même soumissionnaire, nonobstant la désignation de mandataires distincts (groupement momentané des entreprises A, B, C, et D avec le mandataire A pour le lot n°1, le mandataire B pour le lot n°2, etc.). Ce même soumissionnaire ne pourra donc se voir attribuer plus de 2 lots.

### **2.2.2            *Sous-traitance***

La sous-traitance totale est interdite.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Si le candidat présente un sous-traitant dans son offre, celui-ci le sera au moyen d'une déclaration de sous-traitance joint au présent dossier de consultation.

### **2.2.3            *Interdictions de soumissionner***

Pourront être exclues de la procédure de passation du présent marché, les personnes se trouvant dans un cas d'interdiction de soumissionner, mentionné aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique.

## **2.3 - Variantes**

Aucune variante n'est autorisée. Par ailleurs, aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

## **2.4 – Développement durable**

Cette consultation comporte :

- une clause d'insertion par l'activité économique dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges,
- un critère d'exécution environnemental au sein de l'analyse des offres dont les éléments proposés par l'attributaire devront être mis en œuvre lors de l'exécution du marché,
- une condition d'exécution à caractère environnementale.

## **2.5 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations. Les documents de consultation sont à la disposition des candidats potentiels mais restent l'entière propriété de VNF. Il est demandé aux candidats et à toute personne téléchargeant le dossier de la consultation d'assurer la confidentialité des informations contenues dans les pièces du DCE. VNF se réserve un droit d'action contre toute utilisation abusive de ces documents.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité. Une attestation de confidentialité (cf. annexe 7 du CCTP) pourra être demandée lorsque les prestations à exécuter se dérouleront dans une zone sensible, et une enquête administrative au préalable pourra être menée.

# **3 – Les intervenants**

Les intervenants seront indiqués lors de l'émission des bons de commande.

## **3.1 - Conduite d'opération**

La conduite d'opération sera assurée précisée ultérieurement.



### 3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre peut être réalisée en interne, ou par un maître d'œuvre externe. S'agissant de la maîtrise d'œuvre externe, un marché est actuellement en cours d'exécution.

### 3.3 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera précisé ultérieurement.

### 3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est prévue pour cette opération sauf exceptions. Toutefois, si un coordinateur sécurité est désigné, il sera précisé ultérieurement.

En revanche, le maître de l'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention et procède, avec le concours des titulaires, à une analyse des risques afin d'élaborer le plan de prévention.

## 4 - Conditions relatives au contrat

### 4.1 - Durée du contrat

Par dérogation à l'article 18.1 du CCAG-Travaux, l'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 4 ans à compter de sa date de notification au titulaire.

### 4.2 – Délai d'exécution

Les délais d'exécution des bons de commande sont fixés au CCAP.

### 4.3 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

## 5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) et son annexe, commun à l'ensemble des lots,
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, propre à chaque lot,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), commun à l'ensemble des lots,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, commun à l'ensemble des lots,
- Le cadre de réponse technique (à compléter pour chaque lot),
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)\*, propre à chaque lot,
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)\*, propre à chaque lot,
- L'annexe de préférence dans l'attribution des lots,
- La notice d'aide à la réponse,
- Les formulaires administratifs DC1, DC2, DC4 ainsi que leur notice explicative.

\*Le BPU et le DQE sont regroupés au sein d'un même fichier Excel contenant un premier onglet « BPU » et un second onglet « DQE ».

Il est remis gratuitement sur le profil d'acheteur de VNF (plateforme de dématérialisation des achats de l'Etat PLACE) à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées **en langue française et exprimées en EURO**.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 6.1 - Documents à produire pour la candidature

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent :

- **soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)**, disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr) ,
- **soit le Document Unique de Marché Européen** issu du Règlement d'exécution (UE) 2016/7 de la commission du 5 janvier 2016, « eDUME » disponible sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/opérateur-economique> ).

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

#### Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la société (ou le membre du groupement éventuel) si la personne signataire n'est pas le représentant légal de la société	Non

#### Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Niveau minimal requis sur les 3 derniers exercices disponibles		Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles  Le chiffre d'affaires doit être égal ou supérieur au montant indiqué en € HT pour le lot soumissionné. En cas de groupement, le montant du CA du mandataire et des co-traitants sera	Lot 1 : Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire aval	2 500 000 €	Non
	Lot 2 : Direction Territoriale Centre Bourgogne	1 875 000 €	
	Lot 3 : Direction Territoriale Nord-Est	1 250 000 €	
	Lot 4 : Direction Territoriale Nord-Pas-de-Calais	1 000 000 €	
	Lot 5 : Direction Territoriale Rhône-Saône	5 625 000 €	

additionné. Cette analyse est effectuée pour chaque lot individuellement.	Lot 6 : Direction Territoriale Sud-Ouest	4 375 000 €	
Preuve d'une assurance pour les risques professionnels.			Non

**Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :**

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les <u>effectifs moyens annuels</u> du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Présentation d'une liste de <u>références</u> des principaux services comparables à ceux du marché effectué au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date, le rôle joué par le candidat (titulaire principal, sous-traitant, cotraitant) et sa part, ainsi que le destinataire public ou privé.	Non
<u>Certificats de qualifications et/ou de qualité :</u>  Certification de qualification Qualifélec ou références pertinentes et équivalent a minima : - Courants faibles CF3 mention : FO (Fibres optiques)  La carte professionnelle devra faire référence aux activités : « Travaux spéciaux », et plus spécifiquement à la « Construction de réseaux par procédés spéciaux ».  Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.	Non

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. Le candidat doit apporter la preuve qu'il disposera des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié comme un écrit de l'opérateur économique s'engageant à mettre à disposition du candidat ses capacités pour toute la durée du marché.

En cas de sous-traitance déclarée au moment de l'offre, le pli contiendra autant de sous-dossiers que de sous-traitants déclarés, comprenant les documents précités, ainsi que la déclaration de sous-traitance (modèle joint au présent dossier).

**6.2 - Documents à produire pour l'offre (pour chacun des lots)**

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE), complété, daté et signé, et ses annexes ; Le nom de la personne physique ayant qualité pour représenter l'opérateur économique vis-à-vis de VNF pour l'exécution du marché est indiqué dans l'acte d'engagement, celle-ci doit être habilitée à engager l'entreprise et fournir les pouvoirs et les délégations lui permettant d'agir à cet effet.	Oui
Le bordereau des prix unitaires (BPU), cadre ci-joint à compléter par le candidat et à remettre en version Excel (pas de pdf)	Non
Le détail quantitatif estimatif (DQE), cadre ci-joint à compléter par le candidat et à remettre en version Excel (pas de pdf)	Non
Le cadre de réponse technique complété	
Le schéma organisationnel d'un plan assurance environnement (SOPAE)	Non
Annexe de préférence d'attribution des lots (uniquement en cas de soumission à plus de 2 lots)	Non

\* Le BPU et le DQE sont regroupés au sein d'un même fichier Excel contenant un premier onglet « BPU » et un second onglet « DQE ». Le BPU (pièce contractuelle) est à compléter dans son intégralité par le candidat et les prix proposés par celui-ci dans le BPU sont automatiquement reportés dans le DQE (pièce servant à l'analyse du critère prix). **Il est rappelé aux candidats que les tableaux Excel (BPU et DQE) ne sont pas modifiables.**

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants. Le candidat devra fournir la preuve que le sous-traitant pressenti interviendra bien pendant le chantier, tel que décrit dans l'offre. Cette preuve peut être apporté par tout moyen approprié, notamment par le biais d'une déclaration de sous-traitance (DC4).

#### **Signature de l'acte d'engagement**

Les candidats sont invités à signer l'acte d'engagement (AE) remis dans leur offre, cependant la signature de l'acte d'engagement au stade de l'offre est facultative.

Une signature scannée, l'absence de signature électronique ou de signature manuscrite scannée de l'AE ou l'absence de fourniture des pouvoirs et/ou délégations de signature, ne rendent donc pas l'offre du candidat irrégulière.

Le cas échéant, il sera demandé à l'attributaire au stade de l'attribution de signer l'Acte d'Engagement avec une signature électronique ou une signature manuscrite originale, et de fournir les pouvoirs et/ou délégations des personnes habilitées à l'engager.

Il est précisé que l'Acte d'engagement ne doit pas être verrouillé lors de la signature électronique par le candidat.

## **7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

**Les candidats ont l'obligation de transmettre leur offre par voie électronique** selon les modalités pratiques de transmission décrites en annexe n°2 au présent Règlement de la consultation.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Les plis peuvent être doublés d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, selon les modalités prévues en annexe n°2 à la présente lettre de la consultation. Celle-ci sera ouverte si les conditions de l'article R. 2132-11 du Code de la commande renvoyant à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde sont bien remplies.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

## 8 - Examen des candidatures et des offres

### 8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### 8.2 - Attribution de l'accord-cadre

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères et sous-critères	Pondération
<b>1-Prix</b> Le critère prix, noté sur 100 points, sera apprécié au regard du montant total TTC indiqué dans le DQE. Le critère prix sera apprécié par rapport à l'offre la moins disante, selon la formule suivante : $Note = 100 \times \frac{MOMD}{MOJ}$ Dans laquelle : <ul style="list-style-type: none"><li>- MOMD : Montant de l'offre la moins disante.</li><li>- MOJ : Montant de l'offre jugée.</li></ul> <u>Le DQE est établi sur la base d'une opération de travaux « hypothétique » visant à quantifier un maximum de lignes du BPU.</u> <b>La note sur 100 points ainsi obtenue sera pondérée à 60% dans le total de la note finale.</b>	<b>60.0 %</b>
<b>2-Valeur technique sur la base du cadre de réponse technique</b>	<b>30.0 %</b>
<i>2.1 Méthodologie et organisation mises en œuvre en cohérence avec le planning-type et les dispositions prises pour assurer la sécurité des personnels, noté sur 100 points et pondéré à 50%</i>	<b>50.0 %</b>
<i>2.2 Moyens matériels, moyens humains et qualité des fournitures proposées, noté sur 100 points et pondéré à 50%</i>	<b>50.0%</b>
<b>3 -Dispositions environnementales</b>	<b>10.0 %</b>
<i>3.1 Organisation des déplacements des salariés et des engins intervenant sur le chantier, noté sur 100 points et pondéré à 30%</i>	<b>30.0%</b>
<i>3.2 Impact des rejets de gaz à effet de serre lors des transports, noté sur 100 points et pondéré à 30%</i>	<b>30.0%</b>
<i>3.3 Gestion des déchets, noté sur 100 points et pondéré à 20%</i>	<b>20.0%</b>
<i>3.4 Mesures de préservation de la biodiversité et des milieux naturels, noté sur 100 points et pondérée à 20%</i>	<b>20.0%</b>

Les notes pondérées seront ajoutées afin d'obtenir la note globale finale. Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer des décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaire.

Dans le cas où des erreurs manifestement grossières seraient constatées dans les pièces du candidat, ces erreurs seraient rectifiées par VNF après confirmation dudit candidat. Pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération.

Le candidat ne pourra se prévaloir d'erreurs non décelées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

### **8.3 - Suite à donner à la consultation**

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

## **9 - Renseignements complémentaires**

### **9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### **9.2 - Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de Lille. Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

**Tribunal Administratif de Lille**  
**5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039**  
**59014 LILLE CEDEX**  
**Téléphone : +33 3 59 54 23 42**  
**Télécopie : +33 3 59 54 24 45**  
**Greffe des procédures d'urgence**  
**Télécopie : +33 3 59 54 24 50 Courriel : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)**

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **9.3 - Production des pièces par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre**

Le candidat dont l'offre a été retenue ne peut être titulaire de l'accord-cadre que s'il produit les certificats et attestations prévus aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la commande publique.

A ce titre, le pouvoir adjudicateur acceptera comme justificatifs et moyens de preuve suffisants des informations figurant dans la candidature :

- Une déclaration sur l'honneur établissant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L. 2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4 du Code de la commande publique ;
- Les certificats de régularité émanant des administrations fiscales et sociales ;

- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail ;
- En cas de redressement judiciaire, copie du ou des jugement(s) prononcé(s).



**Si le candidat dont l'offre a été retenue ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre pourra être rejetée.**

## ANNEXE 1 AU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION MODALITÉS PRATIQUES DE TRANSMISSION DES OFFRES AU FORMAT ÉLECTRONIQUE

### Article 1 – Mode de transmission

Généralités

Date limite de remise des offres

*Les candidats transmettront leurs offres impérativement au plus tard à la date et l'heure limites figurant sur la page de garde du présent document et dans l'avis d'appel public à la concurrence.*

#### Modalité de transmission

Pour transmettre leur offre par voie électronique, via la plate-forme des marchés de VNF, les opérateurs économiques devront :

- s'inscrire sur la plate-forme de gestion des marchés publics de VNF PLACE accessible à l'adresse : <http://www.marches-publics.gouv.fr>
- être titulaire d'un certificat de signature électronique, si le candidat signe l'acte d'engagement électroniquement lors de la remise de l'offre.

#### **1.2. Les exigences relatives aux certificats de signature du signataire**

En application de la réglementation en vigueur :

- arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique ;
  - règlement n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32014R0910&from=FR>,
- le candidat doit respecter les conditions relatives :

- 1) au certificat de signature du signataire,
- 2) à l'outil de signature utilisé, devant produire des jetons de signature<sup>1</sup> conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés : XAdES, CAdES ou PAdES.

**1<sup>er</sup> cas :** Certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement susvisé.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

**2<sup>ème</sup> cas :** Certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement susvisé (eIDAS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

#### Justificatifs de conformité à produire

Le signataire transmet les informations suivantes :

- 1) La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...)
- 2) Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- 3) L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

<sup>1</sup> Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé)



### **1.3. Outil de signature utilisé pour signer les fichiers**

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

**1<sup>er</sup> cas :** Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Le pouvoir adjudicateur se réserve néanmoins la possibilité de demander au candidat des informations visant à la vérification de ce certificat de signature.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

**2<sup>ème</sup> cas :** Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

## **Article 2 – Formalisme de l'offre**

### **2.1. Généralités**

Les opérateurs économiques doivent insérer dans leur pli électronique l'ensemble des documents requis. Le fichier contient les documents demandés au présent règlement de la consultation.

Ces documents sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants :

- Format Word (".docx") (version Word 2019 et postérieures) ;
- Format Acrobat (".pdf") (version Acrobat 8 et postérieures) ;
- Format Excel (".xlsx") (version Excel 2019 et postérieures) ; Ces fichiers seront nommés "nom\_fichier.ext" où :
  - "nom\_fichier" correspond au nom du document
  - ".ext" correspond à l'une des extensions des formats ci-dessus acceptés par la plate-forme

Après création du pli, les candidats se connectent sur le site <http://www.marches-publics.gouv.fr> et doivent la déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse.

### **2.2. Copie de sauvegarde**

Conformément à l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique, le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (cédérom, DVD Rom, clé USB) ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « *copie de sauvegarde, Accord-cadre n°2611I001 « Mise en place et déploiement d'une Infrastructure nationale très haut-débit à fibres optiques sur le réseau de Voies navigables de France* ».

Cette enveloppe contiendra les pièces demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur.  
La copie de sauvegarde devra être remise contre récépissé au siège de VNF, à Béthune, au plus tard à la date et l'heure limite de remise des plis fixées en page de garde du présent règlement de la consultation.  
Les heures d'ouverture des bureaux sont les suivantes : de 9h00 à 18h00. Si elles sont envoyées par la poste ou par tout moyen permettant de donner une date certaine, parvenir à l'adresse ci-dessous au plus tard à la date et heure limites de remise des plis fixées en page de garde du présent règlement.

*Voies navigables de France – Unité achats et commande publique  
175, rue Ludovic Boutleux CS 30820  
62408 Béthune cedex  
Copie de Sauvegarde*

*« PLI A NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER »*

*Accord-cadre n°2611I001 « Mise en place et déploiement d'une infrastructure nationale très haut-débit à fibre optiques sur le réseau de Voies navigables de France »*

Les candidats transmettront leurs offres impérativement au plus tard à la date et l'heure limites.

Un messageleur indiquant que l'opération de dépôt de la réponse a été réalisée avec succès leur est affiché, puis un accusé de réception leur est adressé par courrier électronique donnant à leur dépôt une date certaine, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. L'absence de message de confirmation de bonne réception et d'accusé de réception électronique signifie au soumissionnaire que sa réponse n'est pas parvenue à VNF.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès à Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Les dossiers qui seraient remis, ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limite fixée ci-avant, seront considérés hors délais et ne seront pas retenus.

Pour tout complément d'information ou toute difficulté relative à l'utilisation de la plateforme de dématérialisation, le candidat est invité à contacter le service « Support en ligne » PLACE. Le support téléphonique PLACE (01 53 18 90 00) peut être contacté si le candidat dispose d'un numéro de ticket correspondant à une demande d'assistance créée.